

Selon les analystes de l'Idate, si nous sommes loin de compter les liaisons FTTH par millions, cette année est celle de la préparation à une croissance soutenue en Europe. Les opérateurs leaders se positionnent clairement face aux enjeux du très haut débit. L'Idate a ainsi identifié 139 projets FTTx en Europe (à mi 2006) dont 20 correspondent à de nouvelles initiatives depuis mi 2005.

Fin juin 2006, l'Europe comptait 820 000 abonnés FTTx, plus 2,74 millions de foyers et bâtiments raccordables à un tel réseau. Ce chiffre représente une augmentation de 13% sur l'année précédente, alors que la croissance était de 26% en 2005. La consolidation des résultats au niveau européen montre que le remplacement du haut débit classique par le Très Haut Débit sera significatif à partir de 2010. Le Très Haut Débit représentera environ 27% du total de la base haut débit en 2015. □ □

Des projets importants en cours □ aujourd'hui, 96% des abonnés FTTx sont localisés en Suède, Italie, Danemark, Pays-Bas et Norvège. Mais, des projets conséquents voient le jour comme ceux de France Télécom, de Neuf Cegetel ou d'Iliad en France. Sur un plan technique, Ethernet domine largement le PON dans les projets de déploiement FTTx. Iliad a par exemple annoncé un déploiement basé sur Ethernet de quatre millions de foyers raccordables d'ici 2012. L'Idate estime que la croissance des raccords FTTx se monte à 113% pour 2006. Ce mouvement est également engagé par d'autres opérateurs dans leurs pays Deutsche Telekom (Allemagne), Belgacom (Belgique), Eircom (Irlande), KPN (Pays-Bas), TDC (Danemark) ou Swisscom (Suisse). En Europe de l'est les réseaux FTTx restent embryonnaires. □ □

Dans la pratique, l'expansion du très haut débit filaire dépend de la volonté des pouvoirs publics. Ainsi, la ville d'Amsterdam prévoit de raccorder 40 000 foyers à un réseau fibre. La province espagnole des Asturies planifie le raccord de 30 000 foyers. En France, les collectivités locales ont organisé une soixantaine de délégations de service public, pour un investissement global d'1,9 milliard d'euros. Les collectivités ont plusieurs objectifs : résorption des zones blanches (avec le WiMax), déploiement d'un réseau optique desservant en particulier les centraux de France Télécom, afin de raccorder à Internet avec de la fibre optique des établissements publics majeurs et des zones d'activités économiques.

Source : ITR News